



FORUM MONDIAL

NORMANDIE
POUR LA PAIX

3^e
ÉDITION



L'ESSENTIEL

1^{ER} ET 2 OCTOBRE 2020



PRÉVENIR
LA GUERRE :
**RÉPONDRE
AUX NOUVELLES
MENACES**



RÉGION
NORMANDIE



LES DÉBATS

|
IMAGINER
LE MONDE
DE DEMAIN

APRÈS LA CRISE :
QUEL MONDE POST
COVID-19 ?

AMAZONIE :
ENJEU PLANÉTAIRE

LES LIBERTÉS
FACE À LA CRISE

**DÉFIS GLOBAUX, RÉPONSES
LOCALES :**
QUELLES SOLUTIONS POUR LE
CLIMAT ?

DIPLOMATIE DE L'EAU :
PARTAGER L'OR BLEU

APRÈS LA CRISE : QUEL MONDE POST COVID-19 ?

Imaginer le monde de demain | Jeudi 1^{er} OCTOBRE | 17h30 · 19h00 | salle or



Rémy Ourdan, Nicole Gnesotto, Marc Sémo et Bruno Tertrais

Un droit d'inventaire plutôt sombre

Personne ou presque ne sortira gagnant de la crise du Coronavirus au plan géopolitique : voici un point d'accord parmi les intervenants. Nicole Gnesotto voit dans la Covid-19 le catalyseur de déséquilibres insupportables. Une argumentation étayée par des chiffres : « **1% de la population mondiale possède autant que les 99%**

MODÉRATEUR :

Marc Sémo, journaliste, *Le Monde*

INTERVENANTS :

Nicole Gnesotto, professeure du CNAM, titulaire de la Chaire Europe, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors

George Gray Molina, économiste en chef et directeur pour la Stratégie et l'élaboration des politiques du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD)

Robert Malley, président de l'International Crisis Group

Rémy Ourdan, journaliste, *Le Monde*

Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche stratégique, Senior Fellow à l'Institut Montaigne

restants. Plus de 60% des dépenses militaires mondiales sont le fait d'un seul pays, les États-Unis. Enfin, l'aide publique mondiale au développement s'élève à 100 milliards par an alors que, dans le même temps, on consacre 1 200 milliards à l'armement. On marche sur la tête ! » s'écrie-t-elle dans une salle au diapason. La professeure du CNAM souhaite que la pandémie marque un changement profond au risque d'une catastrophe qui ne sera peut-être pas seulement climatique, puisqu'elle évoque aussi un possible crash mondial d'internet. Enfin, rebondissant sur la diminution de 95% du commerce international pendant le confinement, elle appelle de ses vœux une réforme en profondeur de la mondialisation. En conclusion de son intervention « *musclée* », celle qui est vice-présidente de l'Institut Jacques Delors¹ évoque deux stratégies, l'une « *de restauration du*

¹ Think tank européen fondé par Jacques Delors en 1996 à la fin de sa présidence de la Commission européenne dont les analyses et propositions sont destinées aux décideurs européens et aux citoyens.

« La mondialisation n'a aujourd'hui qu'un seul objectif : le consommateur. Or, le consommateur en a marre de consommer et veut être considéré comme un citoyen ».

Nicole Gnesotto

monde d'avant qui conduira inexorablement au cataclysme social », l'autre « de refondation de nos sociétés en donnant la possibilité aux citoyens de repenser et d'influer sur le cours des choses ».

En direct de l'ONU

George Gray Molina s'appuie pour sa part sur son expertise au sein de l'ONU pour évoquer l'incidence de la Covid-19 sur la pauvreté mondiale, estimant que 400 millions de personnes perdront leur travail en raison du virus et que la malnutrition continuera d'augmenter. Pour lui, sachant que cette pandémie n'est ni la première ni la dernière, la crise rappelle l'urgence de disposer de services médicaux plus structurés et étoffés, d'une meilleure couverture so-

ciale et d'un salaire minimum à l'échelle internationale. Un souhait qui se heurte à une récession économique marquée notamment par le surendettement des pays en voie de développement, mais aussi par une défiance toujours plus accrue de l'opinion publique vis-à-vis des gouvernants. Ce phénomène international a été exacerbé par le confinement de quatre milliards de citoyens. En écho au repli sur soi et à la montée des nationalismes, il rappelle que la grande dépression des années 1930 a conduit in fine à la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, des actions sont menées par les Nations unies en matière d'éducation à travers le monde, ce qui lui fait dire qu'il y a deux ONU : l'une avec les Nations unies politiques et le Conseil de sécurité, l'autre plus opérationnelle sur le terrain qui agit sur la solidarité, la santé, les droits de l'Homme. Il conclut sur un message d'espoir : « *Le progrès se fait par seuil et au travers des crises* ».

Des paroles aux actes

Rémy Ourdan, en qualité de journaliste spécialisé, dresse pour sa part un bilan de l'impact de la Covid-19 sur les conflits armés et les droits humains.

Vous avez dit « Changement anthropologique » ?

Contrairement aux grands fléaux du passé que l'opinion publique acceptait comme une fatalité, le débat a mis en lumière un possible « changement anthropologique » suite à la crise de la Covid-19. Alors que tout le monde a oublié la grippe de Hong Kong de 1969 qui a pourtant fait en France autant de morts que le Coro-

navirus, le principe d'une pandémie mortelle apparaît désormais intolérable aux yeux du monde, laissant augurer une prise de conscience durable et internationale au service de la vie. Reste à savoir si nos sociétés sont anthropologiquement mûres pour ce changement.

Il souligne que, au début du confinement, l'appel d'António Guterres, Secrétaire général des Nations unies, à un cessez-le-feu international avait reçu l'aval de 70 pays. En revanche, aucun des principaux pays concernés (qui sont également les plus actifs militairement) ne l'avait approuvé, comme les États-Unis, la Russie ou la Syrie. Le dirigeant de l'ONU en personne a reconnu à ce titre « *un fossé entre les déclarations et les actes* ». Rémy Ourdan en conclut « *que les épidémies n'arrêtent pas les guerres, mais que celles-ci permettent à des pays, notamment autocrates, d'essayer d'aiguiser les tensions politiques voire militaires* ». Dans le domaine des droits de l'Homme, son analyse est malheureusement comparable, lui laissant craindre que « *le monde d'après soit le même que celui d'avant et peut-être même légèrement pire* ». Robert Malley lui emboîte le pas, estimant que la réponse politique n'a pas été à la hauteur des enjeux sociétaux. « *Le virus qui, par définition, transcende les frontières, exige une coopération internationale. Or, que ce soit avec le populisme en Europe, l'attitude du Président Trump aux États-*

« La liste des pays dont les régimes autoritaires et dictatoriaux ont utilisé la fermeture des frontières et l'épidémie pour accentuer les pressions sur leurs opposants et les médias indépendants est vertigineuse ».

Rémy Ourdan

Unis ou le Brexit, c'est le contraire qui s'est produit ». Suite à la question d'une spectatrice, les intervenants ont clos ce débat en commentant les multiples impacts de la Covid-19 en matière de transport aérien, de changement des pratiques professionnelles ou encore de relations interpersonnelles. Un inventaire qui s'est avéré plutôt sombre, tant à l'échelle française qu'euro-péenne.

REPÈRES

- ▶ **36,2** millions de cas de Covid-19 (à octobre 2020)
- ▶ **1,05** million de personnes décédées en raison de la pandémie (à octobre 2020)
- ▶ **5,2%**, telle serait la chute du PIB en 2020 selon la Banque mondiale, soit la plus forte récession depuis la Seconde Guerre mondiale
- ▶ **68%** des Français se disent « inquiets » de la Covid-19 pour eux ou leurs proches six mois après le début du confinement

AMAZONIE : ENJEU PLANÉTAIRE

Imaginer le monde de demain | Jeudi 1^{er} OCTOBRE | 17h30 · 19h00 | Salle Nacre



Gert-Peter Bruch, Céline Cousteau et Emilie Gaillard

Il faut que tu respires !

Digne héritière de son grand-père, l'explorateur Jacques-Yves Cousteau, Céline Cousteau s'est fait un prénom dans l'univers du film documentaire militant. L'image sera d'ailleurs au centre de ce débat avec la projection de diapositives commentées par celle qui a réalisé le film *Tribes on the Edge*. On assistera plus tard à la bande-annonce du film *Terra Libre* de Gert-Peter Bruch qui raconte trente années de résistance des peuples indigènes, sans oublier un duplex avec le cacique Ninawa depuis un Etat de l'Amazonie

MODÉRATEUR :

Gert-Peter Bruch, Président de Planète Amazone

INTERVENANTS :

Cacique Ninawa, Peuple Huni Kui

Emilie Gaillard, Maître de conférences HDR en droit privé, Coordinatrice générale de la Chaire Normandie pour la paix

François-Michel Le Tourneau, Géographe, directeur de recherche au CNRS (Unité mixte de recherche internationale iGLOBES CNRS/Université d'Arizona)

Céline Cousteau, Militante écologiste et documentariste

brésilienne où il vit avec son peuple Huni Kui. « *On dit parfois que je donne à travers mes films une voix aux gens qui n'en ont pas. Je ne suis pas d'accord. Ces femmes et ces hommes ont une voix qui résonne très fort mais qu'on n'écoute pas ou qu'on n'entend pas, parce qu'ils sont loin ou qu'ils n'ont pas les mêmes plateformes que nous* ». Céline Cousteau explique ainsi les raisons de son engagement et la réalité des peuples indigènes. « *Ils ne sont pas là dans la forêt avec leurs plumes pour faire joli. Ce sont des gens qui existent dans la sphère politique et qui ont une compréhension des enjeux auxquels nous sommes confrontés* ».

« L'Amazonie nous donne 20% environ de notre oxygène. Là où il y a des peuples autochtones, il n'y a pas de déforestation. Ce sont les gardiens d'un écosystème qui nous permet de respirer »

Céline Cousteau

La réalisatrice raconte ensuite sa rencontre avec Beto Marubo, qui a eu pour mission à l'âge de 17 ans de quitter son village d'Amazonie pour comprendre le monde occidental et défendre ses frères et sœurs. Elle explique qu'elle l'a invité chez elle à New York et qu'ils sont allés au siège des Nations unies afin qu'il parle de sa propre voix pour défendre son peuple. Céline Cousteau regrette que l'ONU ne lui ait accordé que trois petites minutes de temps pour défendre une cause qui nous concerne tous et toutes. Elle indique aussi qu'elle a lancé une campagne d'impact avec des jeunes du village de Beto et qu'ensemble, ils ont réussi en deux ans à communiquer par Skype avec plus de 7 000 étudiants de quarante pays différents. « *On voit qu'il est possible de sensibiliser l'opinion publique sans forcément avoir à voyager* ».

Le rôle de la transmission

Gert-Peter Bruch, en écho au message de Céline Cousteau, fait référence « à la transmission », essentielle à ses yeux. Il estime que le public est désormais prêt à recevoir ces messages. Lorsque Raoni Metuktire lui a demandé d'être son porte-voix en Europe, Gert-Peter Bruch a constaté que certains médias se sont cantonnés à l'image folklorique « de chef indigène » du cacique Raoni. Un changement s'est opéré le jour où le représentant de la cause amazonienne est passé au journal de 20 heures de TF1 avec dix minutes de temps d'antenne pour faire passer son message. Ce dernier a souhaité ensuite relier tous les peuples indigènes de la planète. Après bien des difficultés, une rencontre avec soixantaine de leaders de différentes communautés a été organisée. Ce regroupement a donné lieu

à une déclaration qui dépasse la note d'intention et contient de vraies propositions concrètes, comme le projet de sanctuarisation des forêts, prochainement lancé à l'échelle mondiale. Cette vision autochtone de protection de l'environnement vise aussi à protéger des populations vulnérables de l'éthnocide en conférant « un caractère sacré » à la forêt amazonienne.

La protection juridique de la nature

Antonio Oposa a été le premier titulaire de La Chaire Normandie pour la Paix créée en 2019¹. Après dix ans de batailles juridiques, cet avocat philippin a été à l'origine de la première affaire en justice « au nom des générations futures » en 1993. Emilie Gaillard fait référence à son combat pour expliquer les possibilités d'actions juridiques en faveur de l'environnement et du développement durable. Des procédures peuvent être initiées au niveau régional, national ou international, comme cela s'est produit en Colombie où 80% de l'Amazonie est désormais classée « réserve indigène » ou « parc naturel ». De nouveaux types de protection émergent donc, en lien avec la protection des peuples autochtones et la protection de la nature. La protection juridique, en Amazonie ou ailleurs, passe aussi par l'analyse des conventions internationales ratifiées par certains pays. Ainsi, une convention relative à la diversité biologique vient d'être signée à Minamata au Japon, théâtre d'une gravissime pollution au mercure après la Seconde Guerre mondiale. « *J'ai vu de mes propres yeux à Johannesburg*

¹ Créée en 2019 à l'initiative de la Région Normandie, du CNRS et de l'Université de Caen Normandie, cette Chaire est consacrée à la justice climatique et les droits des générations futures, la protection des peuples autochtones, à l'éducation, à l'environnement et au développement durable.

une mine d'or qui génère une quantité astronomique de pollution et qui tue l'environnement » témoigne Emilie Gaillard.

« Comme l'on reconnaît les crimes contre l'humanité, on devrait reconnaître les crimes contre l'environnement au nom des générations futures. On parle d'ailleurs de plus en plus « d'écocrime » ou « d'écocide » »

Emilie Gaillard

L'universitaire précise ensuite que cette lutte, c'est celle finalement *« du droit de naître dans une forêt qui n'est pas durablement contaminée et dont les eaux environnantes ne sont pas polluées »*. L'Unesco développe le programme Man and the Biosphere avec lequel la Chaire Normandie pour la Paix a des liens. Le

mot de la fin reviendra au Cacique Ninawa, dont le discours inaugural répond à une question du public sur la nécessité de prendre aussi en compte le Bassin du Congo : *« les anciens de mon peuple nous enseignent que la forêt est une et une seule. Elle n'a qu'un esprit, elle n'a qu'un objectif. Nous ne pouvons pas regarder les forêts comme des éléments séparés. Je m'inquiète donc pour la forêt amazonienne, mais aussi pour la forêt du Congo, celles d'Europe ou d'Amérique du Nord. Nous sommes tous liés à toutes les forêts »*. François Le Tourneau, géographe, a eu au cours du débat l'occasion de rappeler le rôle essentiel des modes de vie et d'usage non-destructifs de la forêt. A ce titre, il précise en guise de conclusion *« que les meilleurs garants de la paix aujourd'hui sont évidemment les gardiens indigènes »* et qu'il aimerait que *« Raoni soit nommé Prix Nobel de la Paix »*. Une proposition applaudie par la salle.

Le cri du cœur du Cacique Ninawa

« L'Amazonie crie au secours. Les scientifiques disent que les incendies de forêt résultent des impacts environnementaux, mais moi, je parle de crimes contre l'Amazonie, dans la région du Pantanal notamment, avec des animaux brûlés vifs. Nous ne savons pas ce qu'il est possible de faire pour contenir cette situation. Beaucoup d'études sont réalisées, mais rien ne bouge. Nous essayons d'éviter au maximum la destruction forestière pour maintenir la souveraineté des peuples indigènes, afin de conserver nos connaissances. Je pense à la médecine locale qui existe



encore par exemple. Dans les forums internationaux, on parle de commerce, d'échanges internationaux, d'argent. Mais on n'évoque pas de projet de loi international pour défendre la vie humaine dans la forêt et la nature ».

LES LIBERTÉS FACE À LA CRISE

Imaginer le monde de demain | vendredi 2 OCTOBRE | 14h30 · 16h00 | Salle Or



L'instrumentation de la crise sanitaire

Alors qu'ils débattaient le 02 octobre 2020 de l'incidence du confinement sur nos libertés individuelles, les intervenants ignoraient qu'un reconfinement se dessinait en France et en Europe. Preuve de l'acuité du thème choisi que Pauline Adès-Mével a lancé. Elle explique que Reporters sans frontières a créé l'Observatoire 19 du nom de la Covid, mais aussi de l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits Humains qui stipule le droit de chacune et chacun à avoir accès aux informations

MODÉRATEUR :

Lucas Menget, Directeur adjoint de la rédaction. France Info

INTERVENANTS :

Dunja Mijatovic, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

Pauline Adès-Mével, Rédactrice en chef à Reporter Sans Frontières

Megha Rajagopalan, Correspondante internationale de BuzzFeed News

Valerie Hopkins, Correspondante en Europe du Sud-Est pour le Financial Times

et aux idées. Le but était de recenser le nombre d'exactions contre les journalistes et la liberté de la presse pendant la pandémie. Les résultats sont édifiants : près de la moitié des pays de l'ONU a effectué des pressions contre les journalistes. Attaques verbales, détentions arbitraires, retraits d'accréditation... sur tous les continents, les régimes autoritaires ont tenté d'instrumentaliser la crise sanitaire au détriment de la liberté de la presse.

La liberté de la presse, victime collatérale

Dunja Mijatovic indique que la pandémie n'est pas uniquement une menace pour la santé des gens, mais c'est également un danger pour les libertés civiles des populations. Avant l'apparition du virus, la démocratie déclinait partout dans le monde, notamment en matière de liberté de rassemblement. Si elle comprend le choc causé par la mort de plus de 100 000 citoyens eu-

« Les gouvernements ont justifié leur attitude par la nécessité d'éviter la panique des populations. Les journalistes ont été « invités » à ne pas trop communiquer sur le virus quand cela déplaisait aux gouvernants et ne pas inciter la population à désobéir aux directives sanitaires. Les voix dissidentes ont été empêchées de s'exprimer - les journalistes en particulier - et les médias victimes de pressions importantes ».

Pauline Adès-Mével

ropéens et que la situation est sans précédent, elle plaide pour « *un meilleur équilibre entre l'intérêt public et le respect des droits individuels* ». La commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe reconnaît d'ailleurs qu'elle a eu l'occasion d'intervenir sur des législations, décrets et décisions liberticides qui restreignaient le travail des journalistes, des défenseurs des droits de l'Homme et des acteurs politiques. « *L'accès à l'information est, d'une certaine manière, une victime collatérale des actions de certains gouvernements dans le cadre de la pandémie* ». Valerie Hopkins livre ainsi son témoignage de correspondante du Financial Times pour l'Europe du Sud-Est, confirmant un déclin démocratique en Hongrie. Elle explique que le Parlement a « profité » de l'état d'urgence et des pouvoirs étendus du Pre-

mier ministre pour instaurer des mesures coercitives : retrait du droit des personnes transgenres à changer de nom, destruction de documents classés secret-défense compromettant pour le pouvoir en place, pression sur des journalistes... La stratégie gouvernementale consiste « *à propager la peur et la crainte dans la population et à utiliser le système sanitaire à des fins politiques* ».

Les dérives numériques

Megha Rajagopalan évoque pour sa part la diffusion de « fake news » très organisées sur les vaccins, les traitements, la distanciation sociale, l'utilisation des masques et d'autres événements sur la place publique. Ce phénomène mondial altère la recherche de vérité, et crée d'une certaine façon la confusion et la crédibilité de celles et ceux qui veulent informer. Les pouvoirs autoritaires en profitent, comme la Chine qui a arrêté les médecins de Wuhan qui ont joué le rôle de lanceurs d'alertes au tout début de la propagation du virus.

La correspondante internationale de BuzzFeed News s'inquiète de son côté de la surveillance biométrique à des fins sanitaires. De nombreux outils, comme

« Les violations des Droits de l'Homme sur la vie privée au nom de la « sécurité nationale » sont systématiques dans certains pays dès qu'il y a une crise ».

Megha Rajagopalan

la reconnaissance faciale ou le traçage de cas contacts, auraient été perçus selon elle « *comme une violation de la*

vie privée avant le Coronavirus alors qu'ils sont aujourd'hui justifiés par la pandémie ». Sans forcément remettre en cause leur légitimité compte tenu de la situation sanitaire, elle se projette sur leur utilisation après la crise dans un autre contexte. Pauline Adès-Mével fait observer que « *cette pandémie révèle d'autres crises et donne à certains Etats la permission de se livrer à des pratiques qui, jusqu'ici, n'étaient pas autorisées. La surveillance, le traçage, les arrestations de façon arbitraire l'ont été à la faveur du Covid-19* » affirme-t-elle. Elle note en outre que l'Europe, deuxième foyer de la pandémie, n'a été épargné par ce phénomène. Outre la Hongrie, il y a eu des arrestations en Serbie et au Kosovo. « *L'UE a vraiment été un foyer aussi de pressions pour les journalistes et, même si ce n'est pas la pire, des journalistes ont été empêchés de travailler, de façon assez physique par moments* ».

La vulnérabilité des plus faibles

Lucas Menget, modérateur, s'interroge pour savoir si, au-delà de la liberté de la presse, la crise sanitaire n'a pas impacté d'autres libertés individuelles, notamment vis-à-vis des populations les plus vulnérables. Dunja Mijatovic explique que le Conseil de l'Europe s'est emparé des risques que le confinement pouvait engendrer sur des publics dont les droits étaient déjà en péril avant la pandémie : les minorités, les aînés, les communautés fragilisées... « *Nous avons demandé aux gouvernements la plus grande vigilance vis-à-vis de ces personnes* ». Elle évoque aussi la peur qui met à mal la protection des droits de l'Homme en Europe et exacerbe les points faibles de nos systèmes. Elle regrette à ce titre « *un manque de courage et de volonté po-*

litique pour les protéger ». Elle aimerait que les citoyens interviennent auprès de leurs parlementaires, et qu'ils soient plus proactifs, au même titre que les associations internationales sur cette question. Elle conclut sur un hommage aux journalistes qui nous informent sur les menaces qui pèsent sur nous et qui continuent à faire leur travail malgré les difficultés, dont la fermeture des frontières lors du premier confinement.

REPÈRES

- ▶ **90** des 193 pays membres de l'ONU ont violé le droit d'informer selon l'Observatoire 19 lancé par Reporters sans frontières pendant la première vague du virus
- ▶ **2** millions de messages postés sur Twitter entre le 20 janvier et le 10 février 2020, soit 7% du total du flux sur cette période, diffusaient des théories complotistes sur le Coronavirus
- ▶ **5** « prédateurs » de la liberté de la presse figurent sur le site de Reporters sans frontières. Il s'agit des dirigeants de l'Égypte (Abdel Fattah Al-Sissi), la Chine (Xi Jinping), la Turquie (Recep Tayyip Erdogan), la Thaïlande (Prayut Chan-o-cha) et le Venezuela (Nicolas Maduro)

DÉFIS GLOBAUX, RÉPONSES LOCALES : QUELLES SOLUTIONS POUR LE CLIMAT ?

Imaginer le monde de demain | vendredi 2 OCTOBRE | 14h30 · 16h00 | Salle Nacre



Xavier Cadoret, Rémi Barroux, Benoit Laignel et Linda Duffy en visioconférence

Penser global, agir local

Gunn Marit Helgesen explique en introduction de ce débat que face à l'urgence climatique, les Objectifs de Développement Durable (ODD) se ressentent plus au niveau local qu'au plan mondial. Selon l'estimation de l'ONU, la moitié des cibles visées peut être atteinte. Les autorités locales et régionales ont un rôle à jouer dans la ges-

tion de ces crises car leurs élus sont proches des citoyens et montrent l'exemple afin de sensibiliser l'opinion publique. Beaucoup de progrès ont été faits en ce sens au cours des cinq dernières années. La Présidente de la Chambre des Régions au Conseil de l'Europe relate les travaux de cette institution qui recommande d'imposer dans les procédures publiques des contraintes environnementales, d'agir pour une réduction de gaz à effets de serre et de sensibiliser les jeunes générations. « *Au cours des années passées, nous avons vu que les jeunes peuvent être passionnés par cette problématique et qu'ils sont prêts à s'engager. Nous espérons pouvoir vraiment donner à nos jeunes les outils nécessaires pour participer au développement durable* ». La décentralisation des compétences et des ressources constitue

MODÉRATEUR :

Rémi Barroux, journaliste au service Planète, Le Monde

INTERVENANTS :

Benoit Laignel, Professeur des Universités / Co-Président du GIEC normand

Xavier Cadoret, Président de la chambre des pouvoirs locaux - Conseil de l'Europe

Gunn Marit Helgesen, Présidente de la Chambre des Régions - Conseil de l'Europe

Linda Duffy, Cheffe de section pour le développement sociétal et la coordination transversale au bureau des Maires, Viken County council

en outre un passage obligé pour que les changements d'envergure nationale et mondiale puissent s'effectuer d'abord au niveau local.

Mesures d'atténuation et mesures d'adaptation

Benoît Laignel revient sur le seul Objectif de Développement Durable qui concerne directement le « changement climatique » mais précise que celui-ci a des liens très forts avec les autres ODD. Il différencie à ce titre « les mesures d'atténuation » et « les mesures d'adaptation ». La première s'effectue à tous les niveaux, de l'échelle citoyenne à l'échelle nationale en passant par les métropoles et les régions. Les mesures d'adaptation doivent se faire quant à elles en fonction des spécificités du territoire de manière appropriée. Le professeur de l'Université de Rouen Normandie pense qu'il faut hiérarchiser les priorités. Ainsi, concernant la montée des eaux normandes, le recul du trait de côte va s'accroître avec l'élévation du niveau des mers. La pire des solutions consiste à laisser faire les choses avec les catastrophes qui vont venir et qui seront de plus en plus intenses et fréquentes. Une autre piste serait d'installer des digues partout, une hypothèse difficile à mettre en œuvre et qui nécessite de bétonner

« Devant l'inaction de certains pays suite à la COP 21 qui avait suscité un fort enthousiasme en 2015, je cite Laurent Fabius qui parle « d'attentisme climatique, voire de somnambulisme climatique ».

Benoît Laignel

le littoral. La troisième option serait d'accepter que des portions de territoires soient inondées pour en protéger d'autres, comme le font les Pays-Bas actuellement. « *Pourquoi l'atténuation est-elle importante ? Si on atténue, ce sera plus facile de s'adapter* » explique-t-il.

La parole au local

Maire de Saint-Gérand-le-Puy (Allier) depuis 1991, Xavier Cadoret répond à Rémi Barroux, modérateur, qui se demande si les élus n'éprouvent pas des difficultés à prendre des mesures nécessaires mais impopulaires pour le climat compte tenu de l'urgence de leur mandat. « *Je ne le pense pas. J'ai rejoint le Conseil de l'Europe et je représente les collectivités européennes, au nombre de 150 000 à travers 47 pays. Pour discuter avec les élus nationaux, les parlementaires, les élus locaux et l'opposition, nous avons une idée très pratique des actions à entreprendre. Le premier enseignement, c'est que pour qu'une mesure soit acceptée, il faut associer l'échelon local et la population. Or, dès qu'il y a une crise, la tendance à la recentralisation est forte* ». Il a observé à ce titre « *un décalage entre le national et la prise de conscience à l'échelon local* ». Il reconnaît aussi que les élus locaux et régionaux doivent faire preuve d'imagination et qu'ils n'attendent pas toujours le « la » national, européen ou mondial pour expérimenter de nouvelles pratiques. L'élu pose ensuite la question des compétences, fondamentales pour une mise en œuvre optimale, surtout pour les élus des campagnes. « *Si les compétences sont diluées dans toutes les collectivités, ce sera beaucoup plus difficile de remettre en cause les choses établies ou de lancer de nouvelles actions* ».

L'exemple norvégien

Linda Duffy raconte son expérience pour le compte du bureau des maires de la Région de Viken, au sud-est de la Norvège. Cette entité est née en 2020 de la réforme territoriale du pays. Elle rassemble désormais 51 municipalités qui représentent 23,4 % de la population norvégienne. L'objectif a été d'aborder les problématiques de développement aux regards des ODD. « *Nous avons rassemblé dans un premier temps les connaissances et outils pour mettre en place une organisation qui favorise l'apprentissage mutuel* » explique celle qui est responsable de la coordination et de la mise en œuvre globale des buts de développement durable de ce comté. Elus, organisations, entreprises, publics jeunes, représentants des autorités nationales et régionales ainsi que l'assemblée des municipalités ont travaillé en concertation sur le projet. Une stratégie de planification locale et régionale - obligatoire pour toutes les régions et pour la plupart des municipalités de Norvège - a été définie, établissant les projets prioritaires et les moyens pour les atteindre. Pour cela, les différences entre les municipalités ont été analysées, ainsi que les défis auxquels chaque ville doit faire face. Aussi important soit-il, le développement économique doit s'effectuer dorénavant dans le cadre de la prise en compte du changement climatique qui prévaut pour l'ensemble des projets. « *Nous ne pourrions pas éviter des conflits, mais nous ne pouvons pas nous permettre que les décisions arbitrées soient contraires aux stratégies de développement durable que nous avons fixées* » conclut Linda Duffy qui confirme l'axiome « penser global, agir local »...

REPÈRES

- ▶ **17.** Tel est le nombre d'Objectifs de Développement Durable (ODD) que se sont fixés les 193 États membres de l'ONU en matière de développement durable d'ici 2030, appelé « Agenda 2030 ». Le 13^e ODD vise à « prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions »
- ▶ **+0,79°C.** C'est l'augmentation de la température moyenne mondiale de l'air à la surface des terres et de l'eau pour la décennie 2001-2010 par rapport à la période 1850-1900. A noter que les années de 2014 à 2018 sont les plus chaudes jamais enregistrées...
- ▶ **3,7** mm/an. C'est la moyenne observée par satellite de l'augmentation du niveau moyen de la mer sur la période 1993-2018, en raison notamment de la fonte des glaces

DIPLOMATIE DE L'EAU : PARTAGER L'OR BLEU

Imaginer le monde de demain | Jeudi 1^{er} OCTOBRE | 17h30 · 19h00 | salle Guillaume



Mirna Jammal et Franck Galland

Un enjeu de pouvoir, une dimension de vouloir

Les efforts pour garantir la sécurité de l'eau au plan international et le rôle de la diplomatie pour éviter les conflits et les tensions autour de cet enjeu crucial ont été au cœur de ce débat. En duplex de Rome, Gilbert Fossoun Hougbo rappelle un vœu pieux : l'accès équitable de tous à une eau de qualité pour la sécurité et le bien-être des peuples, tant en matière de développement du-

nable que d'égalité des individus. Mais son constat est différent : « *La situation est très alarmante au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie du Sud et plus spécifiquement en Chine* ». Le Président de la FIDA précise aussi que la pénurie de l'eau affecte davantage les femmes et les jeunes filles et exacerbe de fait les inégalités entre les sexes avec des incidences sur la santé, l'éducation et la pauvreté. Il souligne également le lien indéfectible entre l'eau, le réchauffement climatique et l'insécurité alimentaire. 70% de l'eau douce est utilisée en effet pour l'agriculture et plus de 60% des aliments consommés dans le monde aujourd'hui résultent des eaux pluviales. Aussi, lorsque la sécheresse augmente, elle met en péril les plus pauvres du monde dont 80% vivent en zone rurale où la question de l'accès à l'eau potable se pose avec plus d'acuité. L'avenir est d'autant plus inquiétant que la demande en eau devrait aug-

KEYNOTE D'OUVERTURE :

Gilbert F. Hougbo, président du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et président d'ONU-Eau

MODÉRATRICE :

Mirna Jammal, journaliste France 24

INTERVENANTS :

Franck Galland, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique

Nicolas Imbert, directeur Exécutif de Green Cross France et Territoires

Guillaume Merere, responsable d'équipe projet au sein de la division Eau et Assainissement de l'AFD

Éric Tardieu, secrétaire général du Réseau International des Organismes de Bassins

menter de façon conséquente en raison de la croissance démographique, des habitudes de consommation et du changement climatique. « *Une gestion résiliente des ressources en eau couplée avec la promotion de la conservation des sols et de l'eau ainsi que le recours à des variétés résistantes à la sécheresse s'impose* » annonce Gilbert Fossoun Hougbo. Rebondissant sur l'actualité, il rappelle aussi que tous les pays ont encouragé le lavage des mains pour se prémunir de la Covid-19, présumant que l'accès à l'eau et au savon était automatique. Or, plus de 2 milliards d'individus n'ont pas accès à une eau courante potable. Des données qui aident à comprendre que cet élément naturel peut être source de conflits entre les pays...

« Si rien n'est fait au moment où l'on se parle, d'ici 2025, un peu plus de 8 milliards de personnes connaîtront à terme une pénurie d'eau absolue. Les 2/3 de la population mondiale vivront dans des conditions de stress hydrique ».

Gilbert Fossoun Hougbo

La géopolitique de l'eau

Sur la question transfrontalière de l'eau évoquée précédemment, Franck Galland propose un panorama des régions du monde où la pénurie s'avère la plus aiguë. « *Ces zones sont malheureusement celles qui subissent de plein fouet des guerres civiles ou des conflits de très haute intensité* ». Il évoque dans un premier temps « *la diagonale de la soif* »¹ et sa litanie d'affrontements armés. Dans ce contexte, il explique en

substance que celui qui détient « l'or bleu » détient le pouvoir, à l'image de Daesh qui a pris systématiquement en otage les barrages de Baath et de Tabqa sur l'Euphrate ou encore Saddam Hussein qui a fait de même sur ceux du Tigre. Des infrastructures électriques ont été sciemment détruites, puisque sans électricité on ne peut gérer ni l'eau ni l'assainissement. Aux instabilités politiques s'ajoute la croissance exponentielle de populations, comme en Égypte, avec une prévision de 20 millions d'habitants supplémentaires d'ici 10 ans, dans un pays où 98% de l'alimentation dépend du Nil. « *Le déficit hydrique en Iran, qui était déjà de 100 millions de m³ par an en 1979, est 90 fois supérieur aujourd'hui. 35% seulement des terres érables sont cultivées à cause du manque d'eau* » poursuit-il, non sans évoquer l'Inde, le Pakistan ou la Chine. Son réquisitoire, implacable, fait froid dans le dos. « *Vous voyez que cette diagonale de la soif est éminemment inquiétante. On comprend pourquoi, en 2016, pour la première fois, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est saisi de la problématique avec 69 chefs d'États et de gouvernements réunis pour traiter du sujet « eau, paix et sécurité ».*

Une ressource à partager

Eric Tardieu, rebondissant sur le titre du débat, fustige l'expression « l'or bleu » qui ne correspond plus selon lui aux enjeux actuels car ce n'est pas une ressource minérale stockable indéfiniment comme le pétrole. Son transport coûte par ailleurs très cher. Il milite en revanche pour l'idée d'une ressource à partager puisque 40% de la population mondiale vit dans un bassin-ver-

¹ Elle s'étend du détroit de Gibraltar au nord-est de la Chine et Extrême-Orient russe en passant par l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et une portion de l'Asie centrale.

sant partagé par au moins deux pays. Utopique dites-vous ? Le secrétaire général du *Réseau international des organismes de bassins* donne l'exemple de la mer d'Aral² dont l'exploitation a fait l'objet d'un consensus politique.

« Le droit international peut donner lieu à des engagements de méthode, de coopération, de dialogue afin de tendre vers une « hydro-diplomatie » qui fonctionne dès lors qu'une politique volontariste se met en place ».

Eric Tardieu

Nicolas Imbert émet des réserves sur cette dernière expression car elle accrédite le postulat que la question ne concerne que les États. Or, ce dernier relate des conflits autour de l'eau au sein même de pays, ou encore entre des entreprises et les gouvernements. A ce titre, il prône un changement de paradigme avec un schéma volontairement multi-acteurs. Il recommande de convier autour de la table des entreprises, des territoires, des organisations de la société civile, des représentants gouvernementaux et des instances internationales, à l'instar de *l'acte de Madrid pour l'eau* initié par *Green Cross France & Territoires*³. Guillaume Merere a, pour sa part, détaillé l'implication de l'Agence Française de Développement et la nécessité de privilégier un système durable classique de réseau de distribution d'eau plutôt qu'un système d'urgence. Ce procédé pérenne est

² Lac d'eau salée d'Asie centrale située entre le Kazakhstan au nord et l'Ouzbékistan au sud. Alimenté par deux affluents principaux, son bassin-versant est partagé par 6 pays. Il compte plus de 17 000 glaciers pour une superficie d'environ 1 549 000 km.

³ Organisé à l'occasion de la COP25 à Madrid sur le thème *Résilience et pénurie de ressources : le cas de l'eau*. 8 propositions concrètes à destination des décideurs politiques ont été enregistrées auprès des instances onusiennes.

aussi plus rentable. Les solutions alternatives et temporaires ont fait l'objet d'interrogations de la salle, certaines solutions s'avérant contre-productives à long terme. C'est le cas de la dessalination de l'eau de mer par exemple qui génère de la saumure, difficile à traiter dans les écosystèmes. Une illustration supplémentaire de la complexité de la problématique vitale de l'eau qu'il faudra résoudre « coûte que coûte ».

REPÈRES

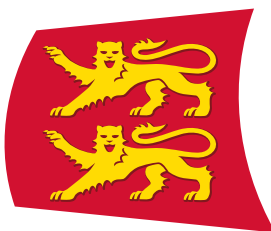
- ▶ **+ de 2** milliards de personnes n'ont pas accès à une eau potable directement chez elles
- ▶ **2,6** millions d'individus meurent chaque année de maladies liées à une eau impropre
- ▶ **7** guerres sont directement liées à l'eau depuis 1945 ainsi qu'une profusion de conflits
- ▶ **3 600** traités internationaux, binationaux, multilatéraux en lien avec les questions d'eau sont en vigueur et 300 d'entre eux sont liés à la question de partage de la quantité de ressources



**FORUM
MONDIAL**
— **NORMANDIE** —
POUR LA PAIX



La Région Normandie vous
donne rendez-vous en 2021
pour la prochaine édition !



RÉGION
NORMANDIE